



# Assemblée générale

Distr. générale  
4 mars 2022  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-seizième session

Point 150 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires du financement  
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**

### **Point au 30 juin 2021 de la situation financière des opérations de maintien de la paix dont le mandat est terminé**

#### **Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires**

## **I. Introduction**

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport dans lequel le Secrétaire général fait le point au 30 juin 2021 de la situation financière des opérations de maintien de la paix dont le mandat est terminé ([A/76/553](#)). Les représentantes et représentants du Secrétaire général lui ont fourni un complément d'information et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 8 février 2022.

2. Le Secrétaire général indique que son rapport ([A/76/553](#)) donne des informations actualisées sur la situation financière de 29 missions de maintien de la paix terminées depuis la parution de son précédent rapport sur la question ([A/75/619](#))<sup>1</sup>. Quatre missions [Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) et Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUTH)] qui ont été fermées au cours des dernières années ne sont pas prises en compte dans le rapport, l'Assemblée générale ayant décidé, dans sa décision 75/553 C, de reporter à la deuxième partie de la reprise de sa soixante-seizième session l'examen des documents concernant ces missions ([A/76/553](#), par. 5).

---

<sup>1</sup> Le rapport correspondant du Comité consultatif ([A/75/838](#)) a été présenté le 1<sup>er</sup> avril 2021. L'Assemblée générale a adopté la résolution [75/296](#) sur les missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé.



## II. Données financières consolidées

### Situation financière

3. Le Secrétaire général indique, dans son rapport, qu'au 30 juin 2021, sur les 29 missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé, 24 missions<sup>2</sup> affichaient un excédent de trésorerie net et 5 missions<sup>3</sup> accusaient un déficit de trésorerie net, comme suit :

a) Vingt-quatre missions de maintien de la paix terminées affichaient un excédent de trésorerie net pouvant être porté au crédit des États Membres, dont le montant total s'élevait à 159 448 000 dollars – correspondant au montant des liquidités (213 270 000 dollars) après déduction du passif (53 822 000 dollars) –, soit une augmentation de 9 786 000 dollars par rapport au montant net des liquidités au 30 juin 2020 (149 662 000 dollars) (A/76/553, par. 6 à 8 et tableaux 1 à 3) ;

b) Cinq missions de maintien de la paix terminées présentaient des déficits de trésorerie d'un montant total net de 85 604 000 dollars, le passif (86 993 000 dollars) comprenant : i) 62 991 000 dollars au titre des sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ; ii) 174 000 dollars à porter au crédit des États Membres ; iii) 23 828 000 dollars au titre des autres éléments du passif, y compris les avances provenant d'autres missions terminées et du Fonds de réserve pour le maintien de la paix (ibid., par. 19 à 23 et tableaux 4 à 6).

4. En ce qui concerne les contributions non réglées par les États Membres, le Secrétaire général indique, dans son rapport, qu'au 30 juin 2021, le montant total des contributions non réglées pour les 29 missions de maintien de la paix terminées s'élevait à 367 897 000 dollars, répartis comme suit : a) pour les 24 missions terminées qui affichaient un excédent de trésorerie net, les contributions non acquittées correspondaient à un montant de 215 482 000 dollars, et les États Membres ont réglé des arriérés de contribution au titre des FPNU (8 551 000 dollars) et de la MINUS (148 000 dollars) au cours de l'exercice ; b) pour les 5 missions terminées qui accusaient un déficit de trésorerie net, le déficit résultant du non-paiement des contributions s'élevait à 152 415 000 dollars et aucune quote-part non acquittée n'a

<sup>2</sup> Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad, Opération des Nations Unies au Burundi, Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale/Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador, Opération des Nations Unies au Mozambique, Mission des Nations Unies en Sierra Leone/ Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone, Mission de vérification des Nations Unies en Angola/Mission d'observation des Nations Unies en Angola, Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iraq et l'Iraq, Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït, Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, Mission des Nations Unies en Haïti, Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge, Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS), Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan, Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, Mission d'observation des Nations Unies au Libéria, Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda/Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda, Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne, Forces de paix des Nations Unies (FPNU), Force de déploiement préventif des Nations Unies, Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental/ Groupe d'appui de la police civile, Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental/Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental, Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition, Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste et Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne.

<sup>3</sup> Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA), Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINURCA), Opération des Nations Unies en Somalie, Mission d'appui des Nations Unies en Haïti (MANUH)/Mission de transition des Nations Unies en Haïti (MITNUH)/Mission de police civile des Nations Unies en Haïti (MIPONUH) et Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge.

été réglée par les États Membres au cours de l'exercice (ibid., par. 3, 16, 19, 23 et annexe I).

5. À sa demande, le Comité consultatif a reçu des informations actualisées, au 31 décembre 2021, sur les contributions non réglées, les liquidités, le passif total et le solde de trésorerie net des missions de maintien de la paix terminées (voir l'annexe I ci-après). **Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale a exhorté à maintes reprises tous les États Membres à s'acquitter ponctuellement, intégralement et sans conditions des obligations financières que leur impose la Charte des Nations Unies (le plus récemment au paragraphe 4 de sa résolution 75/296).**

6. Toujours à sa demande, le Comité consultatif a reçu des informations sur l'évolution de la trésorerie nette disponible dans les missions de maintien de la paix terminées, les excédents et les déficits ayant été précisés, pour la période allant du 30 juin 2011 au 31 janvier 2022, (voir ci-dessous).

**Solde de trésorerie net des missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé, 30 juin 2011-31 janvier 2022**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Date</i>	<i>Trésorerie nette disponible dans les missions ayant un solde excédentaire</i>	<i>Trésorerie nette disponible dans les missions ayant un solde déficitaire</i>	<i>Montant total net des liquidités</i>
<i>Date</i>	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3) = (1) + (2)</i>
30 juin 2011	27 562	(86 814)	(59 252)
30 juin 2012	28 188	(86 719)	(58 531)
30 juin 2013	46 983	(86 709)	(39 726)
30 juin 2014	58 978	(86 700)	(27 722)
30 juin 2015	70 019	(86 475)	(16 456)
30 juin 2016	67 663	(86 102)	(18 439)
30 juin 2017	85 347	(86 041)	(694)
30 juin 2018	93 122	(85 610)	7 512
30 juin 2019	89 963	(85 590)	4 373
30 juin 2020	149 662	(85 522)	64 140
31 juin 2021	159 448	(85 604)	73 844
31 janvier 2022	162 478	(81 635)	80 843

7. **Le Comité consultatif note que la situation de trésorerie globale des missions de maintien de la paix terminées s'est constamment améliorée au cours de la dernière décennie. Il compte que des informations actualisées sur les soldes de trésorerie nets seront fournies à l'Assemblée générale lors de son examen du présent rapport et figureront dans le prochain rapport.**

**Sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police**

8. Comme indiqué à l'annexe I du rapport du Secrétaire général, les sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police s'élevaient à 81 421 000 dollars au 30 juin 2021, dont 18 430 000 dollars dus aux 24 missions terminées affichant un excédent net de trésorerie et 62 991 000 dollars dus aux 5 missions terminées accusant un déficit net de trésorerie. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le dernier paiement au titre des engagements envers les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police

dans le cadre d'opérations de maintien de la paix terminées avait été effectué au cours de l'exercice 2016/17 et qu'aucun paiement n'avait été effectué depuis l'exercice 2017/18. Le montant de 81 421 000 dollars dû aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police au 30 juin 2021, tel qu'indiqué dans le rapport du Secrétaire général, était au même niveau que celui signalé à la fin de chaque exercice depuis le 30 juin 2017. **Le Comité consultatif note qu'un montant total de 81 421 000 dollars est dû aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police depuis le 30 juin 2017 et compte que des informations actualisées seront fournies à l'Assemblée générale lors de l'examen du présent rapport.**

9. Le Secrétaire général indique également dans son rapport que le règlement des sommes dues aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police par les missions de maintien de la paix terminées qui affichent un déficit de trésorerie net nécessiterait une décision de l'Assemblée générale, qui devrait se prononcer sur les modalités de paiement de ces sommes dues de longue date (A/76/553, par. 40). **Le Comité consultatif rappelle le paragraphe 8 de la résolution 75/296 de l'Assemblée générale et, tout en soulignant qu'il importe de régler toutes les contributions non acquittées, il estime que les soldes de trésorerie nets consolidés des missions de maintien de la paix terminées affichant un excédent de trésorerie net peuvent offrir la possibilité de régler toutes les sommes dues depuis longtemps aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police dans le cadre des missions de maintien de la paix terminées. Il considère qu'il s'agit d'une question de politique générale devant être soumise à l'Assemblée générale.**

10. Le Comité consultatif rappelle que, dans sa résolution 75/296, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer de prendre toutes les mesures nécessaires pour rembourser les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police avant la clôture des missions de maintien de la paix. Dans son rapport, le Secrétaire général indique que les opérations de maintien de la paix récemment fermées (ONUCI, MINUL, MINUSTAH et MINUJUSTH) ont réglé les sommes dues aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police, mais que l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), dont le mandat a pris fin le 31 décembre 2020, avait envers les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police des dettes non réglées d'un montant de 87,6 millions de dollars au 31 octobre 2021, ses liquidités étant insuffisantes pour régler les sommes dues (A/76/553, par. 30 et 41). Le Comité a été informé qu'après les paiements effectués en décembre 2021, les dettes de la MINUAD envers les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police s'élevaient à 52,3 millions de dollars. **Le Comité consultatif note avec préoccupation qu'au 31 décembre 2021 la MINUAD avait envers les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police des dettes non réglées d'un montant de 52,3 millions de dollars. Il rappelle le paragraphe 9 de la résolution 75/296 de l'Assemblée générale et compte que des informations actualisées sur les obligations de la MINUAD à l'égard des pays fournisseurs de contingents et de personnel de police seront fournies à l'Assemblée générale lors de l'examen du présent rapport.**

#### **Avances prélevées sur les comptes de missions de maintien de la paix terminées**

11. Les annexes II et III du rapport du Secrétaire général fournissent des informations sur les niveaux d'emprunt et les emprunts et règlements mensuels des opérations de maintien de la paix terminées pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 31 octobre 2021.

12. En ce qui concerne les prêts aux opérations de maintien de la paix en cours, le Secrétaire général indique qu'en raison de la gestion commune des soldes de trésorerie de toutes les opérations de maintien de la paix en cours, approuvée, à titre

expérimental, par l'Assemblée générale dans sa résolution 73/307, aucune mission en cours n'avait reçu de nouvelles avances de missions terminées au cours de l'exercice clos le 30 juin 2021 et il ne restait aucune avance à rembourser à des missions terminées par des missions en cours au 30 juin 2021 (A/76/553, par. 9). Dans son dernier rapport sur l'amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies (A/76/429), le Secrétaire général invite l'Assemblée générale à noter que la poursuite de la gestion commune de la trésorerie des opérations de maintien de la paix en cours est bénéfique pour le remboursement rapide des montants dus aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police. Le Comité consultatif a formulé des observations et recommandations dans le rapport qu'il a consacré à cette question (A/76/7/Add.29, par. 36 à 38).

13. Concernant les avances fournies dans le cadre d'opérations de maintien de la paix terminées (A/76/553, par. 12), le Secrétaire général indique, dans son rapport, que pendant l'exercice, il restait à régler des avances d'un montant de 11 008 000 dollars qui avaient été faites par des missions terminées présentant un excédent de trésorerie net à des missions terminées présentant un déficit de trésorerie net, notamment à la MANUH/MITNUH/MIPONU (7 366 000 dollars), à la MINURCA (3 518 000 dollars) et à la MINUGUA (124 000 dollars), les missions débitrices n'ayant pas reçu de contributions qui leur restaient dues et n'ayant donc pas pu rembourser les avances (voir par. 4 b) ci-dessus).

14. Quant au budget ordinaire, le Secrétaire général indique qu'au cours de la période considérée, une nouvelle avance d'un montant de 100 millions de dollars a été prélevée sur les comptes des missions terminées pour financer les activités relevant du budget ordinaire, par mesure de précaution. Il s'agissait d'une avance à court terme, qui a été versée et remboursée au cours du même mois, en décembre 2020. Au 30 juin 2021, il ne restait donc aucune avance accordée au profit du budget ordinaire à rembourser à des missions terminées (A/76/553, par. 11). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'après les emprunts faits à la fois au Fonds de roulement et au Compte spécial, le solde de trésorerie du budget ordinaire à la fin du mois de novembre 2020 avait atteint un niveau qui aurait été insuffisant pour couvrir les besoins de trésorerie du budget ordinaire pour le mois de décembre 2020. Comme il n'avait pas d'assurances quant au niveau et au calendrier des contributions qui seraient reçues en décembre 2020, le Secrétariat a choisi d'emprunter, le 1<sup>er</sup> décembre 2020, 100 millions de dollars auprès des opérations de maintien de la paix terminées, par mesure de précaution, afin d'atténuer le risque de défaut de paiement aux fournisseurs et au personnel. Par la suite, après réception de contributions suffisantes au cours du mois de décembre 2020, le prêt a été remboursé le 28 décembre 2020. Le Comité a également été informé, à sa demande, que l'intérêt estimé provenant des placements faits avec les 100 millions de dollars aurait été de 54 600 dollars pendant la période du prêt.

15. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'au cours de l'année civile 2021, aucune nouvelle avance n'a été prélevée sur le compte des opérations de maintien de la paix terminées au profit d'opérations de maintien de la paix en cours ou du budget ordinaire. Il a également reçu, à sa demande, des informations actualisées relatives à l'annexe II de son précédent rapport (A/75/838) sur les soldes des liquidités, le passif et les avances non remboursées de 24 missions terminées affichant un excédent de trésorerie à la fin du mois pour la période allant de juin 2016 à janvier 2021 (voir annexe II ci-dessous).

**16. Le Comité consultatif note qu'au cours de l'année civile 2021, aucune nouvelle avance n'a été prélevée sur le compte des opérations de maintien de la paix terminées au profit d'opérations de maintien de la paix en cours ou du budget ordinaire.**

### III. Situation de trésorerie de l'Organisation

17. Au paragraphe 47 b) du rapport du Secrétaire général (A/76/553), il est demandé à l'Assemblée générale d'autoriser le maintien dans les comptes de 24 missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé d'un solde de trésorerie net de 159 448 000 dollars jusqu'à ce que la situation de trésorerie s'améliore et se stabilise en ce qui concerne aussi bien le budget ordinaire que les opérations de maintien de la paix.

18. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que l'ajout des mots « et se stabilise » dans la proposition du Secrétaire général visait à souligner l'incertitude actuelle liée à la décision que l'Assemblée générale devait prendre au regard du rapport du Secrétaire général sur l'amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies (A/76/429), qui comprenait un certain nombre de propositions visant à alléger les besoins de trésorerie tant du budget ordinaire que des opérations de maintien de la paix. Il est prévu que l'Assemblée prenne une décision sur le rapport au cours du premier semestre de 2022. Le Comité rappelle que ses observations et recommandations sur les propositions du Secrétaire général figurent dans son rapport correspondant (A/76/7/Add.29). Il note que les deux rapports sont soumis à l'Assemblée pour examen pendant la première partie de la reprise de sa soixante-seizième session.

19. Le Comité consultatif a demandé des éclaircissements sur la manière dont l'amélioration de la situation de trésorerie de l'Organisation serait mesurée et a été informé que le paramètre d'évaluation décrit ci-dessous permettrait d'indiquer une possible amélioration et stabilisation de la situation de trésorerie :

a) Pour les opérations de maintien de la paix : i) un mécanisme de fonds de roulement stable et fiable pour les opérations de maintien de la paix en cours, tel que l'accès au Fonds de réserve pour le maintien de la paix, de sorte qu'aucune mission de maintien de la paix en cours n'ait besoin d'emprunter auprès de missions de maintien de la paix terminées ou d'autres missions en cours pendant au moins deux ans (voir par. 20 ci-dessous) ; ii) le règlement des sommes dues aux pays fournisseurs de contingent ou de personnel de police en temps voulu et avant la fin de chaque exercice budgétaire pendant deux années successives, en particulier si l'option de mise en commun des liquidités n'est pas maintenue après l'essai effectué pendant trois exercices budgétaires ;

b) Pour les opérations relevant du budget ordinaire : une augmentation du niveau des réserves du budget ordinaire afin d'avoir suffisamment de liquidités à l'échelle intra-annuelle pour absorber les calendriers de paiement imprévisibles des États Membres et assurer la continuité d'exécution des mandats de programme pendant toute la période. L'adéquation de la réserve du budget ordinaire doit se traduire par des emprunts nuls auprès des missions de maintien de la paix terminées pendant au moins trois années consécutives sans aucune restriction de dépenses.

20. Le Comité consultatif note, d'après le rapport du Secrétaire général, que, depuis 10 ans, deux missions de maintien de la paix, la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, ont recours à des avances à chaque exercice (A/76/553, par. 29). **Notant les efforts consentis par le Secrétariat pour établir le paramètre d'évaluation demandé, le Comité consultatif estime que ce paramètre doit être défini plus avant au regard de la proposition de conserver le solde net de trésorerie disponible dans les missions de maintien de la paix terminées. Il compte donc que le Secrétaire général fournira une analyse détaillée du système d'évaluation dans son prochain rapport, pour examen par l'Assemblée générale.**

21. Le Comité consultatif rappelle qu'au paragraphe 6 de sa résolution [75/296](#), l'Assemblée générale a noté que l'utilisation des soldes non restitués pour couvrir les besoins temporaires de liquidités de l'Organisation n'était pas un mécanisme formellement établi et a souligné que cette pratique n'était pas viable à terme. Dans la même résolution, l'Assemblée a également constaté que la situation financière de l'Organisation s'améliorait parce que les contributions versées augmentaient et a noté que si cette tendance se poursuivait il faudrait cesser d'avoir recours aux soldes non restitués. Compte tenu également de l'amélioration de la situation de trésorerie de l'Organisation, le Comité consultatif est d'avis que la proposition du Secrétaire général de conserver le solde net de trésorerie de 159 448 000 dollars disponible dans 24 missions de maintien de la paix terminées n'est pas pleinement justifiée.

#### IV. Questions diverses

##### **Cadre relatif aux troubles post-traumatiques touchant le personnel en tenue**

22. Le Comité consultatif prend note du rapport du Secrétaire général sur un cadre relatif aux troubles post-traumatiques touchant le personnel en tenue ([A/76/662](#)), y compris les normes médicales, les procédures proposées pour le traitement des demandes, la méthode budgétaire pour l'estimation des responsabilités et les sources de financement. Le Comité consultatif formulera des observations et recommandations dans le rapport qu'il consacrera à cette question.

#### V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

23. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au paragraphe 47 du rapport du Secrétaire général ([A/76/553](#)). **Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale :**

a) **De prendre note du rapport du Secrétaire général, sous réserve des observations et recommandations formulées dans le présent rapport ;**

b) **De prier le Secrétaire général de restituer aux États Membres un montant de 80 843 000 dollars (représentant le montant total net des liquidités des 29 missions de maintien de la paix clôturées) sur le solde net de 162 478 000 dollars disponible dans 24 missions présentant un excédent net de liquidités, au 31 janvier 2022, ce qui laisse un solde de 81 635 000 dollars, qui permettrait de régler les sommes dues depuis longtemps aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police au titre des missions de maintien de la paix clôturées (voir par. 6 et 9 ci-dessus).**

## Annexe I

# Missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé : montant au 31 décembre 2021 des contributions non réglées, des liquidités, du passif et du solde de trésorerie net

(En milliers de dollars des États-Unis)

Mission	Sommes dues à des États Membres							Solde de trésorerie net au 31 décembre 2021
	Contributions non réglées	Liquidités au 31 décembre 2021	Sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police	Montants pouvant être portés au crédit des États Membres	Trop-perçu	Autres éléments de passif	Total du passif	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (3) + (4) + (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	
<b>Missions affichant un excédent net de trésorerie</b>								
ATNUSO/Groupe d'appui de la police civile	8 713	5 683	—	(4 718)	—	—	(4 718)	965
ATNUTO/MANUTO	26 586	4 706	—	(1 837)	—	—	(1 837)	2 869
Force de déploiement préventif des Nations Unies	1	4 704	(2 588)	(2)	—	—	(2 590)	2 114
FPNU	94 422	108 687	(3 299)	(13 753)	—	—	(17 052)	91 635
GANUPT	5	501	—	(120)	—	—	(120)	381
GOMNUII	3	257	—	(66)	—	—	(66)	191
MINUBH	33 835	5 560	—	(4 407)	—	—	(4 407)	1 153
MINUEE	1	2 305	(39)	(32)	—	—	(71)	2 234
MINUHA	9	25 370	(12 454)	(197)	—	—	(12 651)	12 719
MINURCAT	48	5 995	—	(3 395)	(5)	—	(3 400)	2 595
MINUS	158	7 044	—	(71)	—	—	(71)	6 973
MINUSIL/MONUSIL	12	1 766	(3)	(14)	(1)	—	(18)	1 748
MINUT	3	2 677	—	(817)	—	—	(817)	1 860
MISNUS	—	329	—	(164)	(7)	—	(171)	158
MONUG	3 776	544	—	(9)	—	—	(9)	535
MONUIK	68	622	—	(1)	—	—	(1)	621
MONUL	1	219	—	(26)	—	—	(26)	193
MONUOR/MINUAR	922	11 939	—	(208)	—	—	(208)	11 731
MONUT	—	125	(1)	(1)	—	—	(2)	123

Mission	Sommes dues à des États Membres							
	Contributions non réglées	Liquidités au 31 décembre 2021	Sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police	Montants pouvant être portés au crédit des États Membres	Trop-perçu	Autres éléments de passif	Total du passif	Solde de trésorerie net au 31 décembre 2021
			(3)	(4)				(8) = (2) + (7)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (3) + (4) + (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	
ONUB	2	1 606	(46)	(4)	(1)	–	(51)	1 555
ONUCA/ONUSAL	78	424	–	(1)	–	–	(1)	423
ONUMOZ	8 978	8 666	–	(310)	–	–	(310)	8 356
UNAVEM/MONUA	34 856	16 545	–	(5 221)	–	–	(5 221)	11 324
UNMLT	–	1	–	–	–	–	–	1
Total partiel	212 477	216 275	(18 430)	(35 374)	(14)	–	(53 818)	162 457
Missions affichant un déficit net de trésorerie								
APRONUC	39 800	726	(39 839)	(104)	–	–	(39 943)	(39 217)
MANUH/MITNUH/MIPONUH	19 385	228	(114)	–	–	(7 366)	(7 480)	(7 252)
MINUGUA	144	1	–	–	–	(124)	(124)	(123)
MINURCA	35 538	8	(7 480)	–	–	(16 338)	(23 818)	(23 810)
ONUSOM	53 648	4 327	(15 490)	(70)	–	–	(15 560)	(11 233)
Total partiel	148 515	5 290	(62 923)	(174)	–	(23 828)	(86 925)	(81 635)
Total	360 992	221 565	(81 353)	(35 548)	(14)	(23 828)	(140 743)	80 822

*Abréviations :* APRONUC, Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge ; ATNUSO, Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental ; ATNUTO/MANUTO, Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental/Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental ; FPNU, Forces de paix des Nations Unies ; GANUPT, Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition ; GOMNUII, Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iraq et l'Iraq ; MANUH/MITNUH/MIPONUH, Mission d'appui des Nations Unies en Haïti/Mission de transition des Nations Unies en Haïti/Mission de police civile des Nations Unies en Haïti ; MINUBH, Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine ; MINUEE, Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée ; MINUGUA, Mission de vérification des Nations Unies pour les droits de l'homme au Guatemala ; MINUHA, Mission des Nations Unies en Haïti ; MINURCA, Mission des Nations Unies en République centrafricaine ; MINURCAT, Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad ; MINUS, Mission des Nations Unies au Soudan ; MINUSIL/MONUSIL, Mission des Nations Unies en Sierra Leone/Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone ; MINUT, Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste ; MISNUS, Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne ; MONUG, Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie ; MONUIK, Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït ; MONUL, Mission d'observation des Nations Unies au Libéria ; MONUOR/MINUAR, Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda/Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda ; MONUT, Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan ; ONUB, Opération des Nations Unies au Burundi ; ONUCA/ONUSAL, Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale/Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador ; ONUMOZ, Opération des Nations Unies au Mozambique ; ONUSOM, Opération des Nations Unies en Somalie ; UNAVEM/MONUA, Mission de vérification des Nations Unies en Angola/Mission d'observation des Nations Unies en Angola ; UNMLT, Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge.

## Annexe II

# Solde des liquidités, passif et avances non remboursées de 24 missions terminées affichant un excédent de trésorerie à la fin du mois pour la période allant de juin 2016 à janvier 20212

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Total des liquidités</i>	<i>Total du passif</i>	<i>Montant net des liquidités</i>	<i>Avances accordées à des missions en cours</i>	<i>Avances accordées au profit du budget ordinaire</i>	<i>Avances accordées à des missions terminées affichant un déficit de trésorerie</i>	<i>Total des liquidités disponibles et avances</i>	<i>Montant net des liquidités et avances</i>
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) + (4) + (5) + (6)	(8) = (3) + (4) + (5) + (6)
Juin 2016	203 326	135 663	67 663	40 000	0	11 008	254 334	118 671
Juillet 2016	199 703	126 292	73 411	34 000	0	11 008	244 711	118 419
Août 2016	203 217	121 439	81 778	26 000	0	11 008	240 225	118 786
Septembre 2016	196 313	114 955	81 358	26 000	0	11 008	233 321	118 366
Octobre 2016	212 502	114 643	97 859	9 500	0	11 008	233 010	118 367
Novembre 2016	209 834	110 665	99 169	9 500	0	11 008	230 342	119 677
Décembre 2016	209 256	107 232	102 024	9 500	0	11 008	229 764	122 532
Janvier 2017	170 090	70 505	99 585	9 500	0	11 008	190 598	120 093
Février 2017	166 428	70 505	95 923	13 500	0	11 008	190 936	120 431
Mars 2017	163 211	70 393	92 818	16 700	0	11 008	190 919	120 526
Avril 2017	157 839	70 220	87 619	21 900	0	11 008	190 747	120 527
Mai 2017	153 076	69 757	83 319	26 300	0	11 008	190 384	120 627
Juin 2017	146 342	60 995	85 347	32 100	0	11 008	189 450	128 455
Juillet 2017	144 872	60 949	83 923	35 100	0	11 008	190 980	130 031
Août 2017	147 794	60 796	86 998	35 100	0	11 008	193 902	133 106
Septembre 2017	172 266	60 768	111 498	10 600	0	11 008	193 874	133 106
Octobre 2017	172 988	60 490	112 498	10 600	0	11 008	194 596	134 106
Novembre 2017	172 976	60 477	112 499	10 600	0	11 008	194 584	134 107
Décembre 2017	175 745	58 701	117 044	8 100	0	11 008	194 853	136 152
Janvier 2018	171 270	58 699	112 571	13 100	0	11 008	195 378	136 679
Février 2018	171 311	58 559	112 752	13 100	0	11 008	195 419	136 860
Mars 2018	161 777	58 425	103 352	22 500	0	11 008	195 285	136 860
Avril 2018	156 679	58 427	98 252	27 600	0	11 008	195 287	136 860

	<i>Total des liquidités</i>	<i>Total du passif</i>	<i>Montant net des liquidités</i>	<i>Avances accordées à des missions en cours</i>	<i>Avances accordées au profit du budget ordinaire</i>	<i>Avances accordées à des missions terminées affichant un déficit de trésorerie</i>	<i>Total des liquidités disponibles et avances</i>	<i>Montant net des liquidités et avances</i>
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) + (4) + (5) + (6)	(8) = (3) + (4) + (5) + (6)
Mai 2018	154 963	58 411	96 552	31 100	0	11 008	197 071	138 660
Juin 2018	151 947	58 825	93 122	35 100	0	11 008	198 055	139 230
Juillet 2018	150 668	58 827	91 841	37 100	0	11 008	198 776	139 949
Août 2018	153 170	58 279	94 891	34 600	0	11 008	198 778	140 499
Septembre 2018	6 492	54 487	(47 995)	32 600	150 713	11 008	200 813	146 326
Octobre 2018	4 460	54 487	(50 027)	34 700	150 713	11 008	200 881	146 394
Novembre 2018	153 743	54 307	99 436	34 700	0	11 008	199 451	145 144
Décembre 2018	154 038	54 303	99 735	34 700	0	11 008	199 746	145 443
Janvier 2019	154 467	54 251	100 216	34 700	0	11 008	200 175	145 924
Février 2019	154 351	54 135	100 216	34 700	0	11 008	200 059	145 924
Mars 2019	154 349	54 133	100 216	34 700	0	11 008	200 057	145 924
Avril 2019	154 349	54 133	100 216	34 700	0	11 008	200 057	145 924
Mai 2019	145 835	54 119	91 716	43 200	0	11 008	200 043	145 924
Juin 2019	144 082	54 119	89 963	49 800	0	11 008	204 890	150 771
Juillet 2019	96 865	54 119	42 746	97 500	0	11 008	205 373	151 254
Août 2019	150 365	54 119	96 246	44 000	0	11 008	205 373	151 254
Septembre 2019	73 812	54 066	19 746	45 500	75 000	11 008	205 320	151 254
Octobre 2019	117 812	54 066	63 746	5 000	75 000	11 008	208 820	154 754
Novembre 2019	9 011	54 065	(45 054)	2 500	187 600	11 008	210 119	156 054
Décembre 2019	196 481	54 064	142 417	2 500	0	11 008	209 989	155 925
Janvier 2020	194 588	54 064	140 524	5 000	0	11 008	210 596	156 532
Février 2020	194 702	54 064	140 638	5 000	0	11 008	210 710	156 646
Mars 2020	199 702	54 064	145 638	0	0	11 008	210 710	156 646
Avril 2020	199 706	53 929	145 777	0	0	11 008	210 714	156 785
Mai 2020	199 714	53 929	145 785	0	0	11 008	210 722	156 793
Juin 2020	203 684	54 022	149 662	0	0	11 008	214 692	160 670
Juillet 2020	202 495	54 022	148 473	0	0	11 008	213 503	159 481
Août 2020	202 495	54 022	148 473	0	0	11 008	213 503	159 481

	<i>Total des liquidités</i>	<i>Total du passif</i>	<i>Montant net des liquidités</i>	<i>Avances accordées à des missions en cours</i>	<i>Avances accordées au profit du budget ordinaire</i>	<i>Avances accordées à des missions terminées affichant un déficit de trésorerie</i>	<i>Total des liquidités disponibles et avances</i>	<i>Montant net des liquidités et avances</i>
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) + (4) + (5) + (6)	(8) = (3) + (4) + (5) + (6)
Septembre 2020	202 356	53 883	148 473	0	0	11 008	213 364	159 481
Octobre 2020	204 841	53 458	151 383	0	0	11 008	215 849	162 391
Novembre 2020	205 266	53 883	151 383	0	0	11 008	216 274	162 391
Décembre 2020	205 271	53 883	151 388	0	0	11 008	216 279	162 396
Janvier 2021	211 460	53 864	157 596	0	0	11 008	222 468	168 604
Février 2021	212 254	53 865	158 389	0	0	11 008	223 262	169 397
Mars 2021	212 248	53 858	158 390	0	0	11 008	223 256	169 398
Avril 2021	212 238	53 848	158 390	0	0	11 008	223 246	169 398
Mai 2021	212 212	53 822	158 390	0	0	11 008	223 220	169 398
Juin 2021	213 270	53 822	159 448	0	0	11 008	224 278	170 456
Juillet 2021	213 268	53 821	159 447	0	0	11 008	224 276	170 455
Août 2021	213 268	53 821	159 447	0	0	11 008	224 276	170 455
Septembre 2021	213 277	53 825	159 452	0	0	11 008	224 285	170 460
Octobre 2021	213 277	53 825	159 452	0	0	11 008	224 285	170 460
Novembre 2021	213 277	53 825	159 452	0	0	11 008	224 285	170 460
Décembre 2021	216 275	53 818	162 457	0	0	11 008	227 283	173 465
Janvier 2022	216 297	53 819	162 478	0	0	11 008	227 305	173 486